

A CONTRESENS

La Gazette de la F.D.S.P - U.S.J. Revue Universitaire Trimestrielle.

• S.E.M. l'Ambassadeur Papal au Liban
Monseigneur Luigi Gatti:

"Feu Pape Jean Paul II a crié l'espérance; il l'a fait chaque fois qu'il a rencontré des jeunes..."

• Professeur
Chibli Mallat:
"L'Europe est
l'avenir du Liban!"

UNITED We STAND
DIVIDED We FALL

Dossier Jésuites:

- Révérend Père Fadel Sidarouss s.j.
"Les Jésuites ont un sens critique très développé et forment leurs disciples à cela".
- Révérend Père Bruno Sion s.j.
"L'USJ n'a pas une action politique, une université n'est pas un parti".

INDEPENDENCE 05

• Najib Friji:
"Larsen réitère souvent
l'attachement des
Nations-Unies à l'unité
du Liban".

• سماحة السيد العلامة محمد حسين فضل الله:
« ان حكومة الرئيس عمر كرامي لم تكن يوماً
في مستوى حاجة اللبنانيين ».

Entrevues:

- Les Députés de l'opposition: • Ghazi Aridi • Nabil De Freige • Walid Eido • Mosbah El Ahdab
- Le Ministre de la Défense du Gouvernement démissionnaire: Abed El Rahim Mrad
- Le Bâtonnier de l'Ordre de la Presse: Mohamad El Baalbaki

Entretien

Entretien avec le Professeur
Chibli Mallat

Me Chibli Mallat:
 • Avocat à la Cour, Professeur de Droit
 • Titulaire de la Chaire Jean Monnet, Centre d'excellence
 de l'Union Européenne
 • Directeur du Centre d'études sur l'Union Européenne

L'élargissement de l'Union Européenne à dix nouveaux pays, a remis sur le devant de la scène la candidature turque à l'U.E. Le débat se poursuit depuis des années sur l'admission de la Turquie au sein de la Communauté Européenne... Depuis trente ans, la Turquie frappe à la porte de la Communauté Européenne mais jusqu'à présent, il n'est pas sûr qu'elle y entre... La Turquie a en effet déposé officiellement sa candidature en avril 1987. Le statut de candidat lui a été reconnu en décembre 1999 lors du sommet d'Helsinki.

Et depuis 2000, Ankara mène avec les autorités de Bruxelles les négociations de la pré-adhésion. Depuis ce temps là, les critiques fusent de tous bords contre cette intégration et surtout sur l'identité européenne de la Turquie. Or pour d'autres y compris les Etats-Unis, cette intégration serait une expérience enrichissante et inédite à plusieurs niveaux...

1- Les réticents à cette adhésion voient en l'appui des Etats-Unis un souhait tacite d'affaiblir l'Union Européenne. Selon vous Professeur Mallat qu'est-ce qui pourrait principalement intéresser et encourager les Etats-Unis à inciter l'adhésion de la Turquie au sein de l'U.E.?

L'argument selon lequel les Etats-Unis encouragent l'adhésion de la Turquie au sein de l'U.E. afin d'affaiblir l'Europe n'est pas fondé. L'adhésion de la Turquie est une grâce particulière pour l'Europe pour diverses raisons principalement l'enrichissement du vieux continent avec une population qui a une tradition et une histoire différentes. Bien plus importante que les vieux préjugés stériles est la consolidation de la Démocratie aux alentours de la Méditerranée. En cinq ans, la Turquie a fait davantage de progrès en matière de Démocratie et de Droits de l'Homme que tout au long d'un siècle, et ceci grâce à l'Union Européenne. Dans ce contexte, les Etats-Unis ne peuvent que soutenir ce dynamisme démocratique et s'en réjouir et avant d'autres ils défendent l'intégration de la Turquie, comme ils l'ont défendue au sein de l'OTAN depuis plus d'un demi-siècle. Nous pouvons d'ailleurs espérer que l'adhésion de la Turquie renforcera le changement démocratique dans le reste des pays méditerranéens non européens. Cette adhésion pourrait même mettre fin au conflit arabo-israélien en donnant le droit à une libre circulation par delà des frontières rigides: ce serait l'occasion pour les Palestiniens de jouir d'un droit de retour effectif soutenu par le droit au libre mouvement, et renforcé par une

générosité européenne autant financière que "spatiale".

2- Les réformes étant entamées, quels sont les pas à franchir par la Turquie pour assurer une adhésion honorable et sans failles?

Dans les conditions que pose l'U.E. pour l'entrée de la Turquie se trouve principalement une mise à niveau du système constitutionnel et judiciaire de la Turquie, d'un côté, et d'un assainissement économique de l'autre.

Le processus de mise à niveau juridique est exceptionnel et constitue un modèle sans précédent tant aux niveaux théorique que pratique: il évalue dans leur détail les failles du système turc au vu des critères adoptés par les pays européens en matière de Droits de l'Homme. La formulation de cette mise à niveau se fait chaque année conjointement par la Turquie et une commission spéciale de la Commission européenne pour étudier chaque "pièce législative" turque, de la Constitution jusqu'aux ordres les plus bas concernant la police ou la pratique des prisons -- c'est la fin de Midnight Express... Ceci a conduit peu à peu à des changements constitutionnels dont l'abolition de la peine de mort et l'affaiblissement de la décision militaire dans le processus politique. Pour ce qui est des Droits de l'Homme une évolution importante est signalée surtout en matière de torture envers les prisonniers. Il y a 10 ans la Turquie avait un registre noir dans la torture tragique. Grâce au système européen qui veille au respect des Droits de l'Homme ces pratiques barbares sont en voie de disparition. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avançons

l'argument que la Turquie a fait plus de progrès en 5 ans en matière de Droits de l'Homme qu'en un siècle, même s'il reste beaucoup à faire, notamment par la protection et l'intégration des kurdes et autres minorités brimées historiquement. Ce changement radical s'avère être de plus un modèle à imiter par les autres pays de la région méditerranéenne notamment le Liban, la Syrie, la Palestine, Israël; donc presque tous les pays liés à l'Europe, ou en passe de l'être, par des traités de partenariat.

3- Les appréhensions européennes quant à l'admission de la Turquie au sein de l'U.E. sont-elles justifiées?

Certaines peurs ont des dimensions objectives, d'autres sont infondées.

Dans la dimension objective une entrave de taille à l'adhésion est la population étendue de la Turquie qui s'élève à près de 70 millions d'habitants aujourd'hui, et qui augmente de près d'un million d'habitants par an. Cette dimension démographique lourde pèse dans l'équation européenne qui compte en tout 450 millions d'habitants et qui mettrait la Turquie au rang de l'Allemagne parmi les deux plus grands pays en termes de population et donc de votants, donc une représentation législative élevée, qui surpasse celle de la France ou du Royaume-Uni. Mais comme nous ne pensons pas à une intégration dans l'immédiat, ce problème pourrait être résolu avec le temps, surtout si la courbe d'augmentation démographique décroît avec le progrès économique.

D'autres fausses peurs sont liées à l'atavisme et à la "coloration"

majoritairement islamique de la population turque. Ces craintes sont renforcées par la perception du Turc dans sa dimension d'émigré au fil du temps.

Ces conjonctions de facteurs socio-économiques; culturels; et religieux renforcent les premières réactions de rejet malgré la laïcité affichée de la Turquie depuis Atatürk.

Pour les défenseurs de l'adhésion, dont nous faisons partie, cette différence culturelle et civilisationnelle peut jouer un rôle exactement contraire en offrant un apport culturel particulièrement enrichissant à l'Europe, qui deviendrait de moins en moins un "bastion de la chrétienté". Cette variété dans l'unité ne peut qu'avoir un impact bénéfique au sein de la Communauté Européenne à notre sens. De même la perspective de rallier la Turquie ainsi que d'autres pays de l'Europe Occidentale au camp européen est un moyen sûr d'éloigner le spectre de la guerre qui a déchiré le continent en deux guerres mondiales au siècle dernier, puis a permis la démocratisation progressive des pays de l'Europe de l'Est.

D'un point de vue économique, la mise à niveau de la Turquie est moins difficile qu'on ne l'imagine. Ce pays riche et bien plus avancé économiquement que la Roumanie ou la Bulgarie est doté de ressources diverses et a fait des progrès étonnants au niveau économique.

4- La Turquie, Etat du Proche Orient partagé entre l'Europe (Thrace orientale: 23764 km²) et l'Asie (755688 km² par la région des détroits Bosphore et Dardanelles) pose le sérieux problème de l'identité européenne future quant à l'ouverture sur l'Asie. Une fois l'adhésion de la Turquie en marche qu'en serait-il de l'identité européenne? Cette union s'étendrait-elle alors jusqu'à englober d'autres pays méditerranéens?

La construction de l'Europe est une construction historique dictée par le temps et par les circonstances. L'Europe n'existait pas du temps de l'Empire Romain, le berceau de la civilisation étant strictement définie par la Méditerranée. Cette réalité historique nous amène à réfléchir au terme d'un nouveau continent

dont les confins se dessinent d'ores et déjà et qui est L'Euro-Med. Mais il est vrai qu'il y a des inquiétudes: le Professeur Christian Philippe, député de Lyon et fervent supporter de l'Europe, exprime par exemple les doutes et malaises français face à cette expansion. Son argument est éminemment pragmatique: Où va-t-on s'arrêter avec l'Europe. Demain la Turquie pourquoi pas l'Irak après-demain?

5- L'Euro-Med comme projet à moyen et long terme ouvre des horizons d'élargissement concernant l'avenir du Liban. A votre avis Monsieur le Professeur quelles seront pour notre pays les pas à franchir vers les réformes radicales afin de rallier l'Euro-Med?

"L'Europe est l'avenir du Liban" est une expression de la conférence inaugurale de la Chaire Jean Monnet en 2000. Ceci s'avère de plus en plus comme un constat obligatoire pour un pays qui a dépassé ses déchirements identitaires profonds et a franchement ouvert sa face vers l'Europe sans craindre son appartenance au monde arabe. Le milieu chrétien, en effet, ne résiste plus à son hinterland arabe et montre moins de réticences vers cette dimension de l'identité libanaise. De leur côté, les musulmans voient de moins en moins en l'Occident des conquérants colonialistes.

Cette ouverture duelle permet à cette identité double libanaise, occidentale et arabe, un rapprochement avec l'U.E. Si la Turquie, grand pays à dominante musulmane, rejoint l'Europe (ou, si la Turquie pose problème, l'Albanie qui est franchement invitée à rejoindre l'UE après sa mise à niveau), pourquoi pas alors une adhésion totale à l'Europe ? Le Liban, après tout, est un petit pays avec un nombre d'habitants limité. Evidemment le Liban n'est pas européen géographiquement. Mais ce qui est essentiel est ce que Romano Prodi appelle "la politique de proximité", politique de voisinage privilégiée intégrée dans l'article 57 de la Constitution Européenne. Il faut saisir la chance que les Européens nous offrent, et que résume la formule de Prodi, "tout sauf les institutions". C'est donc une participation à l'Europe à plusieurs niveaux,

excepté le plan strictement politique: donc intégration totale dans l'économique et le social, et surtout une liberté de mouvement sans pareille.

D'aucuns continueront à voir dans l'espace européen un danger imminent de l'internationalisation du problème libanais dans le mauvais sens, une 'trahison' des principes arabes. Pour d'autres, surtout pour la nouvelle génération dont nous faisons partie, c'est en réalité une aubaine, y compris pour le monde arabe. Mais ce déchirement a bloqué le partenariat pendant des années et continue à en inhiber l'application.

Par ailleurs, le Liban a un sérieux fossé à franchir au niveau de la Démocratie et du respect des Droits de l'Homme. Un travail de fond est nécessaire pour se départir du carcan syrien qui a dominé le pays pendant trente ans, que le peuple libanais commence à détruire, mais le problème est plus profond, et la Constitution Libanaise pose problème, surtout par ses inégalités confessionnelles qui empêchent l'application du principe de l'égalité entre citoyens. En tout cas, ce que l'Europe nous offre aujourd'hui est beaucoup plus qu'un partenariat, c'est toute une politique de proximité. La main est tendue vers un avenir rassurant différent, et bien plus riche à tous les niveaux, il faut en profiter.

6- Le Liban a-t-il les facultés requises pour l'adhésion au sein de l'Euro-Med?

Le Liban doit devenir démocratique afin de pouvoir solliciter des conditions particulières d'adhésion à l'Union. Mais le Liban est un pays européen par excellence; on ne trouvera pas un pays européen dans lequel la pratique culturelle du français et de l'anglais, en même temps, est aussi remarquable, qu'au Liban, et nos titres européens sont en ce sens plus forts que ceux de l'ensemble des membres de l'Union, y compris la vieille Europe des 6. En ce sens aussi, le Liban est l'avenir du monde arabe. Par cette expérience unique que nous avons vécue dans la Révolution du Cèdre, le Liban ouvrira-t-il la voie à d'autres pays arabes ? Le vent se lève, il faut tenter de vivre...